



Editorial - L'alimentation et la ville

"Quand le prix des denrées naturelles augmente, elles deviennent un produit de luxe que seuls les plus riches peuvent s'offrir. (...) Ces denrées doivent être disponibles localement et à un prix raisonnable." Masanobu Fukuoka, *The One-Straw Revolution*

L'agriculture urbaine: vers une souveraineté alimentaire?

Près d'un quart des produits frais sont produits par environ un milliard de personnes qui cultivent des fruits et des légumes dans des jardins et des fermes urbaines ou périurbaines. Bien qu'une partie de ces produits soit consommée par les producteurs et productrices elles-mêmes, une large part est revendue directement sur les marchés urbains, à des prix raisonnables. *De nos jours, plus de la moitié des populations défavorisées vivent dans des villes. Face aux dangers de la volatilité des prix alimentaires, cette production locale s'avère de plus en plus vitale pour la sécurité alimentaire urbaine.* Cette production urbaine se retrouve essentiellement dans les pays du Sud (ex: Hanoï: 80% des légumes frais, Shanghai: 60% des légumes, 100% du lait, 90% des oeufs, 50% du porc et de la volaille; Dakar, 60% des légumes, 65% de la volaille et 50% du lait; Accra: 90% des légumes frais; La Havane: 2438,7 d'hectares produisent 25000 tonnes de nourriture chaque année). Mais de plus en plus, cette production alimentaire urbaine s'installe dans les villes du Nord au coeur de groupes de populations défavorisés et marginalisés. Grâce à la production de leurs produits frais, **les communautés urbaines améliorent leur alimentation et leurs revenus.** Avec la récurrence des crises des prix des produits alimentaires, l'agriculture urbaine se développe, tout comme le conditionnement et la distribution des denrées. On tend ainsi progressivement vers un **contrôle local du système alimentaire.**

Eric Holt-Gimenez, *Food First*

Sous les feux de la rampe

page 2



Un monde fait de villes

En 2008, pour la première fois de l'histoire de l'humanité, la population urbaine a dépassé la population rurale. De nos jours, 3,6 milliards d'individus (sur un total de 7 milliards) vivent dans un centre urbain¹. Les projections prévoient que ces chiffres atteindront 5 milliards en 2030, avec un accroissement de l'urbanisation concentré en Afrique et en Asie². Nous assistons à un changement social, économique et culturel très profond. Dans les grands centres urbains, l'accès à des aliments frais et nutritifs représente déjà un problème majeur. Pour diverses raisons, **notre système alimentaire mondial ne permet pas** d'offrir une alimentation saine et à un coût raisonnable aux habitant(e)s des villes. Parmi les raisons de cela: les prix élevés des denrées alimentaires du fait de la *spéculation*; les *déserts alimentaires* et la faible disponibilité de produits locaux; la *main mise des intermédiaires* et des multinationales; le *manque d'accès* des communautés à la terre et aux ressources naturelles, etc. **L'Agriculture Urbaine (AU)** s'est développée dans les années 70' comme une alternative aux lacunes du système alimentaire mondial. On peut définir l'Agriculture Urbaine et Périurbaine (APU) comme «une activité qui produit, conditionne et commercialise des denrées alimentaires et autres produits provenant de la terre et de l'eau des zones urbaines et périurbaines en appliquant des méthodes de production intensive et en réutilisant les ressources naturelles et les déchets de la ville pour obtenir des cultures et des élevages variés³.»

1 - *Perspectives mondiales d'urbanisation - Vision révisée 2011*, Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies http://esa.un.org/unup/pdf/WUP2011_Highlights.pdf

2 - *État des lieux de la population mondiale 2011*, UNFPA, <http://www.unfpa.org/swp/>

3 - Smit et al, UNDP, 1996, *Food, Jobs, and Sustainable Cities*.

Qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum Nyéléni 2007, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC Group, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Il est temps d'agir pour la Souveraineté Alimentaire!



**MAKE THIS SUMMER'S
GARDEN PROVIDE
NEXT WINTER'S
VEGETABLES**

grow
POTATOES
BEANS
PEAS
ONIONS

CANADA FOOD BOARD



Le mois d'Octobre est un mois de mobilisations, participez aux événements de votre région!

Tout le mois d'Octobre

Journées Mondiales Expulsions Zéro - pour le Droit à l'Habitat

8 - 16 Octobre

Semaine d'action contre la Dette illégitime et les Institutions Financières Internationales

12 Octobre

Journée d'Action Mondiale contre le Capitalisme

15 Octobre

Journée Internationale de la Femme Rurale et 25ème anniversaire du meurtre du Thomas Sankara au Burkina Faso

16 Octobre

Journée Mondiale pour la Souveraineté Alimentaire

17 Octobre

Journée Internationale pour l'Éradication de la Pauvreté

Abonnez-vous en ligne!

www.nyeleni.org



Des réseaux alimentaires toujours solides

Il existe dans le monde 1.5 milliard de paysans sur 380 millions de fermes, **800 million de jardins potagers urbains** [qui produisent 15-20 % de la nourriture mondiale]; 410 million vivent de la cueillette des produits de nos forêts et de nos savanes; 190 million de bergers, plus de 100 millions de paysans-pêcheurs. Au moins 370 millions parmi eux sont également indigènes. **Ces paysans et paysannes constituent en tout près de la moitié de la population mondiale et ils produisent 70 % des denrées alimentaires mondiales.** Ils sont au premier rang de la lutte contre la faim. [...] La plus grande partie des produits ne vient pas constituer une chaîne mais plutôt un réseau: la plupart des paysannes et paysans sont aujourd'hui [encore] des consommateurs également et échangent les uns avec les autres. D'autre part, les consommatrices et consommateurs des villes sont également des cultivateurs qui échangent leurs produits; les productrices et producteurs sont souvent aussi des pêcheurs et des glaneurs et leur terre est un véritable écosystème qui fonctionne à différents niveaux. **85% des aliments cultivés sont consommés au sein de la même écorégion** ou tout du moins au sein du même pays et la plus grande partie de ces aliments est, de nos jours [encore], produite en dehors du circuit des multinationales.

(Par *Who will feed us?* ETC Group, 2009

<http://www.etcgroup.org/content/who-will-feed-us>)

Contre la crise: le "mouvement des patates"

On voit émerger en Grèce, où la population subit de plein fouet la crise économique et les mesures d'austérités qui s'ensuivent, **une nouvelle forme de solidarité qui repose sur les liens unissant les villes et les campagnes.** D'une part la population, victime de taux de chômage exorbitants, et ne pouvant plus se permettre d'acheter une nourriture saine **revient aux zones rurales afin de cultiver de quoi se nourrir et d'avoir une source de revenus d'appoint.** Certains chercheurs considèrent que ces deux dernières années le taux de la population active qui se tourne vers le secteur agricole a augmenté de 10 à 13%. **Ceux qui préfèrent rester en ville s'organisent à leur tour.** C'est ainsi qu'est né le Mouvement des patates: des voisins se regroupent et réalisent directement des achats groupés à des producteurs. Ils en organisent également la distribution. Celle-ci peut s'élever à des chargements de 35 tonnes. Pieer Besse, un agriculteur français qui s'est déjà rendu en Grèce deux fois cette année dans le cadre d'un programme d'échange organisé par des défenseurs d'une Agriculture soutenue par la Communauté a été fortement impressionné: "*il ne s'agit pas toujours de produits bio ou locaux. C'est parfois juste des pommes de terres que les grecs ne peuvent plus acheter au prix du supermarché. Grâce au Mouvement des Patates les consommateurs les obtiennent à moitié prix et les producteurs reçoivent le double*". Le mouvement a commencé avec des pommes de terre et des légumes mais il concerne désormais d'autres produits. Ces derniers mois il a obtenu le soutien des pouvoirs locaux.

L'urbain et le rural: opposés ou complémentaires?

L'industrialisation des processus de production alimentaire depuis les années 50 a entraîné une **coupure entre les villes et les lieux de production des aliments.** Avec un **pétrole bon marché** pour le transport et pour faire tourner les machines, on est passé d'un modèle de villes reposant sur l'utilisation des ressources locales à des villes bien plus grandes et étendues coupées de leur environnement rural⁴. Ce changement, doublé d'un **grand flux migratoire vers les centres urbains** (190.000 personnes quittent chaque jour les campagnes pour les villes) a abouti à un nouveau modèle de distribution des produits alimentaires avec de nouveaux intermédiaires tels que les hypermarchés et autres commerçants à grande échelle. Cela a également mené à **une mainmise des multinationales** sur la production et la distribution des denrées alimentaires. Celles-ci visent à exercer un contrôle sur tous les échelons de la chaîne alimentaire, depuis le champ jusqu'aux caddies des supermarchés. En affermissant leur position de pouvoir, ces multinationales cherchent à creuser la distance qui sépare les producteurs des consommateurs, et à développer un modèle alimentaire où les consommateurs se retrouvent piégés. Bien que les petits producteurs – femmes et hommes – représentent encore 70% de la production alimentaire mondiale et que les paysan(ne)s constituent encore un large réseau, les multinationales étendent leur marge d'action.

Dans les pays pauvres, ce mouvement contribue à l'accroissement de la *faim dans les villes*. Bien que la plus grande partie des pauvres appartienne à des zones rurales (70% au moins des plus défavorisés sont des populations rurales⁵), le phénomène de la faim suit le mouvement des populations vers les villes. Les familles du monde rural se rendent dans les centres urbains avec l'espoir d'y trouver de meilleures conditions d'emploi, de logement et d'accès à l'éducation, bien que cela ne s'avère pas toujours vrai. L'accès à la nourriture est un problème de taille puisque de nombreuses familles défavorisées n'ont pas suffisamment d'argent pour en acheter (les foyers urbains défavorisés dépensent entre 60 et 80 % de leurs revenus en aliments⁶) et ne disposent pas d'un accès à la terre pour la cultiver. *Ces familles finissent par se nourrir avec les produits les moins chers qui proviennent de l'agro-industrie et dont la valeur nutritive est faible ou nulle.*

Dans les pays riches on voit se développer ce que l'on appelle les «*déserts alimentaires*»⁷ qui sont des zones où les produits frais et locaux sont inexistantes. **Dans les deux cas de figure les citoyen(ne)s se voient privés de leur droit à une alimentation saine et adaptée à leur culture** et il en résulte que des maladies telles que le diabète et les problèmes cardiaques augmentent. Dans certains pays asiatiques les classes ouvrières se tournent vers les pâtes lyophilisées (néfastes pour la santé⁸) lorsque les prix des aliments augmentent. Le lien entre pauvreté et consommation de nouilles instantanées est si étroit que l'on peut utiliser celles-ci comme un indicateur économique: lorsque les revenus baissent leur consommation augmente.

Agriculture urbaine et circuits de distribution courts

Depuis les années 70 les projets d'Agriculture urbaine se développent de part le monde et notamment dans les régions du sud où l'Agriculture Urbaine ou Périurbaine (APU) est un *moyen de survie* face à la paupérisation croissante. Mais ce phénomène se retrouve également dans le Nord. *Partout dans le monde les communautés réclament des terres qui sont abandonnées pour faire pousser leurs légumes et élever du bétail.* L'APU est **la seule source de produits frais** pour de nombreux habitants et habitantes des villes. Elle est également **une source de revenus** pour les populations défavorisées. La réalisation de jardins communautaires et de potagers urbains participe à l'autonomisation des communautés et des quartiers et laisse à chacun la liberté de choisir comment s'alimenter. Cela crée, en outre, des *espaces de convivialité et de sécurité* au sein des centres urbains où l'on peut partager des expériences, des savoirs et faire revivre des traditions locales telles que l'utilisation de plantes médicinales. En outre, l'APU permet de *protéger l'environnement* en augmentant la biodiversité, la préservation des semences locales, la réutilisation des déchets urbains et des eaux grises pour l'irrigation. On voit donc que les villes et leurs environs se végétalisent et se peuplent d'animaux tandis que *fleurissent des initiatives qui depuis les années 60 cherchent à rapprocher les villes des campagnes et à resserrer le lien entre production et consommation alimentaire dans les zones périurbaines.* Au Japon par exemple, les *teikei* sont des systèmes de coopération directe et à long-terme entre des mères de familles des villes (terrorisées par les scandales sanitaires) et des agriculteurs et agricultrices biologiques périurbain(e)s. On les présente souvent comme la première forme de partenariat local et solidaire entre des producteurs et des consommateurs. Cinquante ans après, des signes montrent que ces dix dernières années ces mouvements connaissent un véritable essor. On manque encore d'études le confirmant mais il s'agit d'une tendance globale qui se propage partout dans le monde.

La nourriture est un droit, pas une marchandise

Comme nous avons pu le voir, notre système alimentaire industrialisé creuse le fossé entre le monde rural et le monde urbain et affecte particulièrement les communautés marginalisées des zones urbaines qui sont en permanence confrontées à l'insécurité alimentaire. **L'accès à une nourriture saine, nourrissante et culturellement adaptée est un droit humain duquel nul ne devrait être privé** quelques soient les difficultés économiques et les inégalités sociales. Il est fondamental pour les communautés de pouvoir s'impliquer dans tous les projets qui leur permettent de reprendre la main sur la production et la distribution de denrées alimentaires.

4 - Lopez Garcia D., *Circuits Court de Commercialisation comme élément pour dynamiser les agricultures écologiques urbaines et périurbaines*, 2011

5 - *Rapport sur la Pauvreté Rurale 2011*, IFAD, <http://www.ifad.org/rpr2011/f/index.htm>

6 - FAO, *Villes plus vertes*, <http://www.fao.org/ag/agp/greencities/en/whyup/index.html>

7 - On parle de «*désert alimentaire*» lorsque dans une zone urbaine peuplée il est très difficile d'obtenir des aliments sains et à un prix raisonnable.

8 - Malaisie, <http://www.consumer.org.my/index.php/food/nutrition/132-stay-away-from-instant-noodles-to-keep-healthy>



Il en est des exemples partout dans le monde, tels que les jardins communautaires dans les zones défavorisées des villes, les fermes urbaines créées au sein de certains groupes particuliers (cf. the *Detroit Black Food Security Network*, USA⁹), les soupes populaires dans les quartiers défavorisés des grandes villes (cf. 10.000 repas communautaires à Lima, Pérou, organisés par la fédération CONAMIVIDI) ou les ASC (*agriculture soutenue par la communauté*). En France notamment, le système d'approvisionnement solidaire en circuit court de Saint Etienne «*De la Ferme au quartier*» repose sur un mode flexible: **chacun contribue à hauteur de ses revenus**. Pour être viable le système requiert la participation de consommateurs ayant de bons revenus et une proximité avec les quartiers de la ville les plus défavorisés. Ainsi les syndicats agricoles, des associations catholiques, protestantes et musulmanes se sont unis pour soutenir cet exemple d'ASC et enrichir le réseau des personnes impliquées dans le projet.

Le volet urbain de la Souveraineté Alimentaire

La Souveraineté Alimentaire comprend un versant rural et un versant urbain¹⁰. Dans les deux cas, un «nouveau¹¹» modèle de ville s'impose. Il nous faut rétablir et renforcer le lien entre les centres urbains et leur environnement rural. **Cependant, les politiques commerciales et agricoles actuelles soutiennent l'agriculture industrielle**, partout dans le monde. Depuis les plantations de soja en Amérique Latine pour nourrir le bétail en Europe¹², jusqu'aux accords commerciaux sauvages¹³ qui obligent les pays à racheter des surproductions subventionnées de viande, de céréales et de produits laitiers, le système alimentaire mondial est conçu pour que les villes s'approvisionnent au niveau des grands commerçants internationaux et non pas au niveau local. *Face à ce phénomène, les citadin(e)s et les petits producteurs/productrices ont commencé à réclamer le contrôle de la production et de la distribution de leur nourriture et ils montrent la voie que les futures politiques doivent suivre.*

Une des solutions passerait par **des circuits de distribution locale** qui approvisionnent les zones urbaines en replaçant les familles paysannes au coeur du réseau alimentaire. Ces circuits peuvent prendre *diverses formes* en fonction des besoins locaux et des communautés concernées: marchés, ventes à la ferme, associations du producteur au consommateur, ASC, coopératives et autres initiatives.

Les passations de marchés publics pour les cantines des institutions telles que les hôpitaux, les prisons, les écoles et les universités sont une autre façon d'augmenter la part de la production locale et régionale dans les villes.

L'Agriculture Urbaine et Périurbaine peut réduire la pauvreté et participer à l'amélioration de nos villes et de notre environnement. Les pouvoirs locaux doivent la promouvoir à travers diverses stratégies: les terres et les terrains abandonnés doivent être proposés aux communautés pour la production d'aliments. En parallèle, il faut enseigner comment recycler les déchets urbains, les eaux grises, réutiliser les semences, effectuer une rotation des cultures et produire sans avoir recours aux produits chimiques.

Il est essentiel **que les agricultrices et agriculteurs puissent garder leurs terres** et que ceux qui sont proches des villes les approvisionnent. Des politiques spécifiques, des infrastructures et des transports gérés de façon collective doivent venir en aide à ces producteurs. Il faut inverser l'exode rural qui est dû à la difficulté de gagner sa vie dans les zones rurales. Au Brésil par exemple, le *Ministère du Développement Rural* a mis sur pied plusieurs programmes pour permettre aux familles paysannes d'avoir accès aux savoirs faire, au crédit, aux marchés, etc. En 2003 une *procédure de passation de marchés publics* intitulée Programme pour l'acquisition d'aliments a été lancée. Celui-ci vise à lutter contre le manque d'accès aux marchés dont souffrent les familles paysannes. Il leur offre une garantie d'achat d'une certaine quantité de produits, à un prix défini, permettant ainsi que des milliers de fermes redeviennent viables¹⁴.

Les communautés rurales peuvent redevenir viables alors que les villes reverdisent.

9 - <http://detroitblackfoodsecurity.org/>

10 - Pour en savoir plus voir *Vétérinaires sans Frontières, Acercar el campo a la urbe*, 2011

11 - "Nouveau" avec ceratines caractéristiques anciennes.

12 - Nyéléni newsletter Num.2

13 - *The Global Food Challenge*, 2009 <http://www.fian.org/resources/documents/others/the-global-food-challenge/pdf>

14 - *Agrécologie: seul espoir pour une souveraineté alimentaire et pour la résilience socio-écologique*, Socia, 2012.

Accaparement des terres en milieu urbain

Ces dix dernières années, les gouvernements et les multinationales ont investi davantage dans l'acquisition de grandes surfaces de terre fertile dans des pays étrangers - notamment en Afrique et en Asie. L'accaparement des terres est permis par les gouvernements qui autorisent les investisseurs étrangers à déplacer les petits producteurs et les communautés pour établir des cultures d'exportation, alimentaires ou énergétiques, pour planter des arbres (tirant ainsi profit de l'un des mécanismes de marché établi pour lutter contre le réchauffement climatique), ou pour avoir accès aux ressources naturelles, telles que l'eau. Bien souvent, il s'agit juste d'investir et de spéculer sur la terre qui se trouve être un bien moins volatile que d'autres, et ce, surtout depuis la crise financière. *Les recherches sur ces phénomènes massifs que sont les accaparements de terres ne font pas ressortir le moindre bénéfice pour les communautés locales.* Bien au contraire, les populations rurales pauvres, privées de leur terre et de leur troupeau se voient forcées à migrer, dans la plupart des cas, vers les villes¹. Depuis la crise, on voit se répandre le phénomène des accaparement de terres dans de nombreux centres urbains partout dans le monde². **L'insécurité du logement augmente chez les citadins, du fait de ces accaparements et de la spéculation immobilière. Il en résulte que les habitants se voient chassés de chez eux ou forcés de vivre dans des zones dangereuses.** Les terrains publics passent aux mains de particuliers menaçant ainsi le droit au logement. *Pourtant, la terre, aussi bien en ville qu'à la campagne, est un bien fondamental. C'est là que les communautés peuvent prendre des décisions, et c'est là que se partagent des valeurs sociales, économiques et culturelles.* Au delà d'un bien, c'est un **territoire³**, c'est un foyer. Les familles paysannes, les pêcheurs artisanaux, les bergers, les peuples indigènes et les réseaux d'habitants et de citadins luttent pour mettre fin à ces abus.

Rejoignez la campagne: Expulsion zéro!

Un milliard d'individus partout dans le monde sont menacés de se retrouver sans domicile. http://www.habitants.org/zero_evictions_campaign

I - Pour en savoir davantage sur l'accaparement des terres, le bulletin Nyéléni Num 0 et Num 9.

II - Exemple, *Detroit: A Tale of Two... Farms?*,

E. Holt Jimenez, http://www.huffingtonpost.com/eric-holt-jimenez/a-tale-of-two-farms_b_1660019.html

III - Pour une définition du "territoire" voir le bulletin Nyéléni Num.0

L'écho des campagnes

Agriculture biologique urbaine à Cuba

Fernando Funes Aguilar, Association cubaine des techniciens agricoles et forestiers (ACTAF), La Havane, Cuba

Ces vingt dernières années l'Agriculture Urbaine a connu un grand essor à travers des programmes nationaux qui cherchent à promouvoir les principes d'une agriculture biologique. Les fondateurs du mouvement, qui n'avaient pas de bagage en la matière ont démarré en mettant en culture des toits, des balcons, des pneus et des bidons abandonnés. Les autorités ont commencé à mettre à disposition des habitants des espaces que les cubains ont fortement investis. L'AU s'est ainsi développée dans les cours, les vergers, les espaces de design de permaculture, les jardins et les grands espaces organoponiques*, les jardins bio-intensifs, les parcelles, les fermes suburbaines, les cultures protégées ou semi-protégées. Des agricultrices et agriculteurs improvisé(e)s se sont mis à produire des légumes pour nourrir leur famille et pour vendre l'excédent aux voisins. Grâce à leurs efforts, un mouvement solide a pris forme en moins de 20 ans. Et grâce également au *Programme National d'Agriculture Urbaine* mis en place

par le Ministère de l'Agriculture, la production des légumes, des fruits, des oeufs et l'élevage de petits animaux ont été multipliés par plus de mille en quelques années. *Aujourd'hui, plus de 450 000 personnes pratiquent l'AU.* Les jardins organoponiques, bio-intensifs et les culture semi-protégées produisent en moyenne entre 1.3 à 1.4 million de tonnes et si l'on considère toute forme de AU, on arrive à entre 4.5 et 5.0 millions de tonnes. Grâce à la lutte intégrée, les plantes à action répulsive, et par la pratique de la rotation des cultures et de la polyculture, les parasites et les maladies sont maîtrisés sans avoir recours aux produits chimiques. Partout on pratique des méthodes de conservation et d'amélioration des sols. **L'APU cubaine produit environ 75% des légumes et des produits frais du pays.** Elle permet de couvrir les besoins des populations en minéraux et en vitamines. L'AU permet de garantir l'alimentation dans les foyers pour enfants, les maternités, les maisons de retraite, les écoles primaires, les hôpitaux, etc. Notre population a ainsi accès à une alimentation locale, culturellement adaptée et nourrissante. Notre système de santé et d'éducation, ainsi que l'Agriculture Urbaine et Périurbaine y ont fortement contribué.

* Il s'agit de jardins biologiques urbains. Ce sont souvent des petits murets en béton léger fourrés de matières organiques et de terre, dans lesquels passent des sillons d'irrigation qui viennent alimenter en eau les cultures.

Amélioration des moyens de subsistance par la permaculture

John Nzira, coordinateur et directeur de UKUVUNA Urban Farming
En Afrique du sud, ou plus de 60 % de la population vit déjà dans les villes, il est prévu que l'urbanisation rapide se poursuive tout comme dans le reste du continent. La plus grande partie de ce flux ira grossir les rangs des bidonvilles et des zones défavorisées héritées de l'époque de l'Apartheid et qui se sont développés autour des villes et des grandes villes pour les travailleurs noirs. Les bidonvilles représentent un défi majeur en matière de services de base (logement, énergie, eau, sanitaires, accès aux services sociaux et de santé), et au vu du chômage et du VIH Sida. L'insécurité alimentaire représente un autre défi majeur. De nos jours, l'alimentation des citoyens repose sur des aliments transformés qui proviennent de grandes surfaces et de chaînes de restauration rapide qui sont néfastes pour la santé (l'obésité et le diabète sont devenus des problèmes de santé publique en Afrique du Sud) mais qui pèsent également sur le portefeuille des foyers dont la plus grande partie du budget part dans l'alimentation. En Afrique du Sud, l'Agriculture Urbaine est en train de s'imposer en tant que pourvoyeur d'aliments mais aussi en tant que moyen de subsistance. L'association Ukuvuna Urban Farming a pour but de contribuer, par la permaculture, à offrir aux citoyens l'accès à une nourriture de qualité et la possibilité de s'impliquer dans la production alimentaire tout en préservant notre environnement. **Nous considérons que les communautés sont le véritable vecteur du changement** et doivent s'impliquer afin de se nourrir et de protéger l'environnement. Il s'agit, à une époque temps de grande instabilité, de promouvoir un mode de vie qui est sain, épanouissant et viable. Ukuvuna est un terme Zulu qui

signifie «récolte abondante». Autre projet d'AU en Afrique du Sud: Abalimi Bezekhaya, <http://www.abalimi.org.za/>

La lutte pour la justice alimentaire est une lutte pour la vie
Stephen Bartlett, membre de Sustainable Agriculture of Louisville (SAL)
C'est une grande fierté pour moi de faire partie du mouvement pour le droit à la souveraineté alimentaire de Louisville, Kentucky, dans le Midwest. La santé de nos habitant(e)s est menacée du fait d'une injustice économique de longue date, et par les fléaux chroniques du racisme et de la marginalisation ainsi que la spoliation de notre terre et de nos ressources vitales. Notre population qui se nourrit de fast food et de produits riches en graisses et en sucres souffre de surpoids et d'obésité. Le diabète et les maladies cardio-vasculaires tuent ou rendent invalides avant l'âge de nombreuses personnes. Les enfants sont également touchés par ces maladies. Nous luttons contre ce fléau à travers des expériences éducatives solides et en organisant la communauté. Nous venons de fêter nos 10 ans de camps d'été de jardinage, cuisine et piscine pour enfant; nous organisons également des groupes de productrices et producteurs qui cultivent et transforment ensemble leurs aliments. Par l'intermédiaire du programme "pause fraîcheur" dans les communautés marginalisées, nous invitons les paysan(ne)s locaux à nous proposer leurs produits au prix de gros tandis que les consommatrices et consommateurs les achètent une semaine à l'avance dans des paniers de fruits et légumes subventionnés. Il s'agit pour nous de lutter ainsi pour plus de justice et pour protéger la vie elle-même. Nous travaillons main dans la main, afin d'apprendre la solidarité et de prendre conscience de la logique d'exploitation sur laquelle repose notre système capitaliste.

LE MONDE EN PAROLES

Réforme Agraire et défense de la terre et du territoire

Des délégué(e)s de La Via Campesina et de la Campagne mondiale sur la Réforme Agraire provenant de 26 pays se sont réunis du 10 au 15 Juillet dans le cadre des ateliers et des séminaires sur *La Réforme Agraire au 21ème siècle: construisons une nouvelle vision* qui a eu lieu dans la province de Sumatra occidentale, Indonésie. La déclaration finale des ateliers souligne certains éléments clés pour une nouvelle vision d'une réforme agraire et de la souveraineté des peuples sur leurs territoires. On y retrouve notamment: **l'importance de multiplier les alliances avec les citoyens** menacés de paupérisation et d'expulsion du fait de la spéculation immobilière, ainsi qu'avec tous ceux qui vivent sous des dictatures militaires, les consommateurs victimes de l'augmentation des prix et de la mal bouffe, les communautés que les industries extractives menacent d'expulsion, les travailleuses et les travailleurs des villes et de la campagne. Il s'agit de soutenir les jeunes dans leur lutte pour l'accès à la terre et de mettre en place des tactiques de solidarité et de protection contre la criminalisation croissante de ceux qui défendent leurs territoires. Pour lire la déclaration complète: http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=1316:-bukit-tinggi-declaration-on-agrarian-reform-in-the-21st-century&catid=23:agrarian-reform&Itemid=36

Forum Social Urbain: Défendre les biens communs pour l'avenir des villes et de nos territoires

Plus de 250 organisations et réseaux d'habitants locaux, nationaux et internationaux ont pris part au 2ème Forum Social Urbain du 3 au 7 Septembre à Naples, en Italie. Les participant(e)s luttent pour des conditions de vie décentes dans les villes et dans les territoires et le forum déclare qu'il **s'engage à défendre le droit à la ville, à la terre et aux biens communs**. Le forum dénonce l'échec des politiques néolibérales, la stigmatisation des victimes de la crise actuelle et la criminalisation des SDF entre autres. Il s'engage à la reconstruction de villes agréables et vivables avec des terres disponibles pour tous et conçues selon le principe du «bien vivre». Le forum cherche également à rééquilibrer les relations entre la ville et la campagne, à reconnaître l'importance de la participation démocratique, de la souveraineté alimentaire, de la gestion directe et partagée des biens communs et leur défense à travers une résistance responsable. Pour lire et signer la déclaration: http://fre.habitants.org/la_voie_urbaine/habitants_au_fsu-fum/souscrivez_l_appel_fsu/souscrivez_l_appel_fsu_defendons_les_biens_communs_pour_le_futur_des_villes_et_territoires

Meurtres dans le monde: le bilan de l'accaparement des terres

Un récent rapport de Global Witness «*Crise dissimulée? Augmentation des meurtres dans le cadre des tensions croissantes autour de la terre et des forêts*» souligne la **recrudescence de la violence contre les militant(e)s qui défendent la terre**, la forêt et les ressources minières partout dans le monde. Global Witness a recensé le nombre de personnes assassinées cette dernière décennie (années 2002-2011 incluse) pour avoir défendu leurs droits et ceux d'autrui en matière d'environnement et notamment dans le cas de la terre et des forêts. *L'enquête montre que au niveau mondial 711 personnes ont été déclarées assassinées ces dix dernières années* - une moyenne de plus d'un meurtre par semaine. Parmi ceux-ci, 106 ont été assassinés en 2011, soit deux fois plus qu'en 2009. Cela comprend les personnes qui ont été la cible d'attaques précises et celles qui sont décédées lors de confrontations qui ont suivi des manifestations. Ces chiffres comprennent également des personnes qui ont porté plainte ou enquêté contre des opérations minières, de déboisement, d'agriculture intensive (dont l'élevage en ranch), ou bien se sont battues contre les barrages hydroélectriques, le développement urbain et le braconnage. Le communiqué indique qu'il existe un manque crucial d'information sur ces meurtres dans de nombreux pays, et qu'il n'y a pas de suivi spécifique au niveau international. Ces chiffres sont certainement bien en-deçà de la réalité. L'enquête révèle également que les pays où les chiffres sont le plus alarmants sont le Brésil, le Pérou, la Colombie et les Philippines. L'étude ne fait pas état de chiffres élevés pour l'Afrique. Cela peut s'expliquer par le peu de conscience que les personnes ont de leurs droits et par l'absence de dénonciation des faits dans les zones rurales du continent. Pour lire l'article complet, <http://www.wrm.org.uy/bulletin/180/viewpoint.html#3>

A lire, à écouter, à voir et à partager

- Documentaire sur le verdissement de la ville de Detroit, *Urban Roots*, 2012 <http://treemedia.com/treemedia.com/Welcome.html>
- Eric Holt-Giménez, Yi Wang and Annie Shattuck, *The Urban and Northern Face of Global Land Grabs*, 2011, <http://www.usfoodsovereigntyalliance.org/research-publications>
- FAO, *Développer des villes plus vertes en Afrique*, 2012, <http://www.fao.org/news/story/fr/item/154985/icode/>
- Pour en savoir plus sur l'Alliance Internationale des Habitants et la construction d'une Voie Urbaine, <http://www.habitants.org>
- Plus d'information sur les CSAs sur le site du réseau international Urgenci, www.urgenci.net et <http://blog.urgenci.net>
- Documents, articles et rapports sur l'AUP sur le site de la RUAF foundation, www.ruaf.org
- Food Chain Workers Alliance, *The hands that feed us*, 2012, <http://foodchainworkers.org/wp-content/uploads/2012/06/Hands-That-Feed-Us-Report.pdf>

Personne ne vend la terre où marche son Peuple. Tashunka Witko, 1840-1877